

Haïti – Situation actuel

Panorama de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë

Crée-le : 21 juin 2013
Valable pour : 21 juin - 30 juillet 2013

Résultats clés pour la zone la plus touchée (Département du Nord)

Consommation alimentaire :

En aout 2012 (après récolte dans une année de sécheresse) : SCA (pauvre + limite) = 35 %; EFM (faim sévère) = 23% ; HDDS (<4 groups) = 7%

Evolution des moyens d'existence :

On constate la vente de bétail, la coupe des arbres fruitiers pour la fabrication de charbon, l'émigration anormale vers la République Dominicaine.

Nutrition :

MAG = 9,5% (en aout 2012) ; MAG = 4% (en novembre 2012 dans les zones les plus touchés par les chocs).

Mortalité : des enfants de moins de cinq ans : 0.18 pour 10,000/jr ; DC 10, F2

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

Les récoltes de printemps qui, de manière successive, sont en train de se tenir dans certaines zones de mode de vie, ont permis aux ménages de disposer de production propre pour la consommation et la vente. Néanmoins dans les ménages pauvres et très pauvres des zones de mode de vie sèches (Zone d'agriculture sèche et pêche, zone agro-pastorale de plateau, zone agropastorale sèche), la consommation alimentaire est d'adéquation minimale. Les causes immédiates sont le retard dans la récolte dû au début tardif de la saison pluvieuse, les effets de la décapitalisation causée par la succession des chocs en 2012 (sécheresse, cyclone Isaac et ouragan Sandy) encore présentes, la disponibilité réduite d'opportunités pour vendre la main d'œuvre locale, et la tendance à la hausse du niveau de prix pour cette période notamment le riz importé. La réduction des interventions «après Sandy» a influencé de manière négative sur l'accès à la nourriture.

Éléments de la carte

Phase d'insécurité alimentaire aiguë

- 1 Minimale
- 2 Sous pression
- 3 Crise
- 4 Urgence
- 5 Famine
- Zones présentant des preuves insuffisantes
- Non analysée
- Zone urbaine/établissement
- Zone qui serait probablement au moins dans 1 phase supérieure sans les effets de l'aide humanitaire.

Éléments des boîtes de légende

- ^ Acceptable
- ^^ Modérée
- ^^^ Élevée
- Fiabilité de l'analyse**
- ▲ Zone ayant atteint la Phase 3, 4 ou 5 pendant plus de 3 années consécutives
- 1 Faible
- 2 Modéré
- 3 Élevé
- 4 Très élevé
- Niveau d'insécurité alimentaire chronique (si disponible)**



Déni de responsabilité: Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des Organisations collaboratrices et des Partenaires mondiaux de l'IPC.

Pour en savoir plus, contactez :

cnsa@cnsahaiti.org
jose.veiga@wfp.org

Partenaires de l'analyse et organisations de soutien :

CNSA, MSPP, FAO, ACDI VOCA, World Vision, CRS, PAM, USAID, FEWSNET, ECHO.

Partenaires mondiaux de l'IPC



Partie 2 : Résumé des résultats, méthodes et prochaines étapes

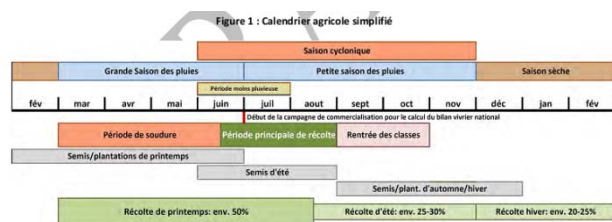
Principaux résultats et problèmes

- Tous les départements ont été classifiés dans la phase de « sous pression» (Phase 2) sauf le département du Centre où l'insécurité alimentaire est minimale (Phase1). Cette classification départementale cache des réalités plus graves que la phase 2 dans certaines communes ou groupes de population. Par exemple, dans les zones agro-pastorales du Nord, de l'Artibonite et du Haut Plateau Central, certaines communes probablement se trouvent dans une phase 3, néanmoins la proportion de la population dans cette situation par rapport à la population des départements ne permet pas les classer dans phase 3.
- Pour les ménages qui se trouvent dans une situation plus grave :
 - La consommation alimentaire est réduite et d'adéquation minimale, ou même déficitaire dans quelques zones considérées en phase 3. Ce résultat est compatible avec les résultats de l'enquête d'août 2012 dont on mesure les valeurs des indicateurs de consommation (SCA, EFM et SDDM) qui correspondent à la phase 2 ou 3.
 - Les stratégies et avoirs des moyens d'existence se trouvent sous pression : vente de bétail, migration anormale, ou coupe des arbres fruitiers pour la production de charbon.
 - Pour toutes les communes, les enquêtes nutritionnelles de l'année 2012 montrent des niveaux de prévalence de la malnutrition aigüe correspondant à une phase 2 ou 1. Pour le Nord le taux en août était 9,5%, pratiquement un niveau de phase 3.
 - Les ménages en phase 2 ou pire se trouvent dans les zones de moyens d'existence sèches
- Les ménages en phase 2 ou pire se trouvent normalement dans les zones de moyens d'existence plus sèches de chaque département (Zone d'agriculture sèche et pêche, zone agro-pastorale de plateau, zone agropastorale sèche).
- Dans ces zones :
 - La récolte n'a pas encore commencé en raison du retard dans le cycle de culture causé par l'arrivée tardive des pluies cette année.
 - Les opportunités de tirer des revenus sont limitées en ce moment à cause du manque de production propre, à la décapitalisation des ménages suite aux chocs de l'année 2012, aux opportunités de travail agricole réduites et à la réduction des programmes HIMO et d'aide alimentaire.
 - Par ailleurs les prix des aliments importés tendent à augmenter ce qui réduit d'avantage le pouvoir d'achat.
 - L'accès à l'eau reste précaire pour une grande partie de la population.

Méthodes IPC et principales difficultés

- Pendant l'analyse on a extrapolé des résultats des enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des années passées. Dans ce processus le Groupe de Travail Technique (GTT) a établi l'hypothèse que la période de l'enquête est similaire à celle de l'analyse. Ça se fait en considérant les différents facteurs contributifs de la sécurité alimentaire (pluies, prix, niveau d'aide, etc.).
- L'estimation de l'intervalle de population en phase 2 est basée sur l'hypothèse que les pauvres sont le groupe de ménage qui se trouve dans la pire situation et qu'il est le seul groupe dans cette phase. Cette hypothèse est justifiée par le très bas niveau des avoirs et la forte dépendance des activités agricoles que présente ce groupe par rapport aux autres. Les pauvres sont aussi le seul groupe qui ne reçoit pas de transfert d'argent de l'extérieur. La détermination de cet intervalle se base aussi sur la détermination de la zone de mode de vie plus défavorisée pendant la période d'analyse.
- Les principales difficultés de l'analyse ont été liées à l'information (fiabilité et disponibilité). De manière plus spécifique :
 - Les informations liées aux profils des moyens d'existence (calendriers saisonniers, % de sources de revenus et nourriture, niveau d'avoirs, etc.), qui datent du 2005, ne reflètent pas la réalité observée sur le terrain.
 - Le manque d'information détaillée sur les niveaux d'aide en cours pour l'année en cours et pour les années des enquêtes rend difficile la détermination des périodes plus difficiles.
 - Le manque d'informations permettant d'estimer le niveau de revenu des ménages pauvres rend difficile la détermination du niveau d'adéquation de leur accès à la nourriture.
 - Les informations sur l'évolution des moyens d'existence ne montrent pas le pourcentage de ménages qui sont en train de recourir à certaines stratégies. Par ailleurs, ces informations ne permettent pas de déterminer le niveau de sévérité de ces stratégies.
 - Les informations ne sont pas désagrégées par commune, ce qui explique les difficultés d'avoir une classification par commune.
 - Manque d'information actualisées sur les preuves directes pour les éléments de résultat : score de consommation, échelle de la faim, score de diversité de la diète, taux de malnutrition aigüe, taux de mortalité, etc.

Calendrier saisonnier de la sécurité alimentaire et les implications pour le suivi



- Pluviométrie jusqu'à fin novembre. Des pluies intenses, même si elles ne sont pas liées aux cyclones, peuvent provoquer des dégâts importants dans les cultures et les infrastructures. La pluviométrie doit être suivie aussi pour vérifier le démarrage normal de la campagne d'été. Notamment dans les zones où cette campagne est la plus importante.

alimentaires de base importés est à surveiller. Le taux de change Gourde/Dollar, comme possible cause de la hausse est aussi à suivre.

- Evaluation de la récolte : à partir du mois de juin et juillet, mise à jour novembre. A partir de cette évaluation des estimations sur la durée des réserves céréalieres au niveau ménages pourront être faites.
- Saison cyclonique, surtout dans le Sud, Grand Anse, le Nord-Ouest et les Nippes.

Recommandations pour les étapes suivantes pour l'analyse et la prise de décision

- Etablir un cadre analytique désagrégé qui prend en compte toutes les communes du département ciblé ;
- Mettre en place un système de collecte régulier d'informations désagrégées (pluviométrie, prix de marché, santé et nutrition, eau et assainissement, production agricole, conservation et transformation des aliments) par zone agro-écologique;
- Il serait souhaitable de prévoir un autre exercice une fois que les données des enquêtes seront disponibles (fin septembre)
- Définir un mécanisme de sensibilisation des décideurs (bailleurs, gouvernements, etc..) par rapport aux résultats et recommandations du cadre analytique de l'IPC.

Pour plus d'informations, contactez

Groupe de travail technique IPC : cnsa@cnsahaiti.org / Unité de soutien global IPC : www.ipcinfo.org, jose.veiga@wfp.org

Département	# Total de personnes	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3 ou >	
		# de personnes	%	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes	# de personnes	% de personnes
Sud-Est	644,147			178,000-343,000	25-55								
Sud	663,000			172,000 - 331,000	26-50								
Centre	713000	>570000	>80										
Artibonite	1,600,000			240,000 - 800,000	15 - 50								
Nord-Est	376,000			94,000 - 188,000	25-50								
Nord	1,018,411			203,682 - 526,270	20-50								
Nord-Ouest	663,000			232,000 - 365,000	35-55								
Total	5,677,558	>570000	>80	1,920,000 - 2,553,000	35-45								